

## La générosité des Français face au COVID

26<sup>ème</sup> édition préfacée par Laurence Tiennot-Herment, présidente de l'AFM-Téléthon

Cette 26<sup>ème</sup> édition annuelle s'appuie sur **des sources officielles** pour suivre l'évolution de la générosité des Français en 2020 :

- Les données de la Direction Générale des Finances Publiques concernant les dons des **27 900 donateurs assujettis à l'impôt sur la fortune immobilière (IFI)** et des **4,9 millions de foyers fiscaux donateurs au titre de l'impôt sur le revenu, en 2020.**
- Les montants collectés par 123 associations et fondations représentant 1,48 milliard d'euros issus des **Comptes d'emploi des ressources publiés au Journal officiel.**

Quel bilan dresse-t-on de la générosité des Français au cours de cette année 2020 si particulière, traversée par l'épidémie du COVID-19 et la crise économique et sociale qu'elle a générée ?

- Le montant **des dons déclarés au titre de l'impôt sur le revenu** a augmenté de **7,1%** et **le nombre de foyers donateurs** de **3,4%**.
- La proportion des foyers imposables déclarant un don, ce que nous appelons **la densité des donateurs**, a, quant à elle, peu évolué en moyenne nationale. Elle s'élève à 20,8%. **Au plan territorial**, la diagonale généreuse observée depuis des années se confirme, des Pyrénées-Atlantiques à l'Alsace. Alors que des départements urbains affichent une densité de donateurs plus élevée, plusieurs territoires ruraux sont en retrait.
- Le **don moyen annuel** présente **une nouvelle hausse**, avec un montant allant de 347 € parmi les moins de 30 ans, jusqu'à 665 € chez les plus de 70 ans. Même s'ils ne représentent qu'une assez faible part du groupe des donateurs et des montants déclarés, **les jeunes de moins de 30 ans** affichent toujours « *un effort de don* » au regard de leurs revenus, en 2<sup>ème</sup> position (2,4%) après celui des plus de 70 ans (2,7%). Une position à saluer alors que cette tranche d'âge est la seule à voir son revenu moyen imposable légèrement baisser en 2020.
- Pour la plus haute tranche de revenus (plus de 78 000 euros), la proportion des donateurs imposables se maintient aux alentours de 42%, pour un don moyen supérieur à 1 398 euros annuels.
- **Ce bilan 2020 aux allures positives concernant les dons au titre de l'impôt sur le revenu est porté par les dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté.** Ils représentent en effet **90% de l'augmentation** du nombre de donateurs et des montants correspondants. Parmi les mesures gouvernementales dites « COVID », ces derniers ont bénéficié d'une mesure exceptionnelle portant le plafond de la réduction fiscale de 75%, de 546 euros en 2019 à 1000 euros en 2020. L'analyse séparée des dons relevant de ces deux dispositifs fiscaux montre une réelle progression pour le premier et une stabilisation pour les seconds : **+ 7,8%** du nombre de donateurs pour **0,8%** et **+ 37%** des montants de dons pour **1%**.
- **Les dons déductibles de l'IFI** ont enregistré **une hausse nettement inférieure à celle de 2019** (11,6% pour 31,3%), **de même que le nombre des donateurs** (6,4% pour 31%). Ces derniers représentent **19%** des assujettis, avec **un don moyen passant 5 620 à 5 880 euros.**

## Ce bilan 2020 soulève plusieurs interrogations, en cette fin d'année toujours propice à la générosité et rythmée par plusieurs grandes campagnes nationales :

- Derrière un bilan qui peut être jugé rassurant, au regard des circonstances de 2020, **se cache une grande diversité de situations**. L'analyse des montants collectés par les associations et fondations (notre panel de 1,48 milliard d'euros représentant 28% du montant total des dons en France) montre clairement que **la progression a profité aux plus grandes, ainsi qu'à celles qui agissent dans l'aide sociale, l'environnement ou la solidarité internationale**. Se cachent aussi des montants de dons fortement réduits par l'annulation d'événements et d'opérations de collecte, principales sources de recettes pour certaines associations.
- **La mesure fiscale des « 1 000 euros »** en direction des organismes d'aide aux personnes en difficulté a produit quelques effets, avec un don moyen passé de **247 € à 313 € en 2020**. Mais elle semble avoir **anesthésié le reste de la collecte qui représente, en fait, 78% de l'ensemble**, au moment où tant d'associations doivent se relever de mises à l'arrêt et de trop longues périodes d'inquiétudes et d'incertitudes.
- **L'année 2020 a mis en lumière des élans de solidarité suscités par la crise** : initiatives personnelles et collectives, entraides de proximité, fréquentation hors norme des plateformes de bénévolat, afflux de dons en nature pour certaines associations... **La générosité financière**, du moins celle que la DGFIP nous permet d'observer dans cette étude annuelle, **ne fait pas tant d'éclats**. Se pose par conséquent la question : les mesures fiscales ne mériteraient-elles pas d'être revues dans leur ensemble pour être mieux connues, plus partagées et plus souvent appliquées ?

D'après ces données officielles et l'estimation des dons qui ne sont pas déclarés et de ceux qui sont consentis de la main à la main, les particuliers auraient donné **entre 5,1 et 5,2 milliards d'euros**, en 2020. Parions qu'ils feront mieux encore en 2021, dans un climat un peu plus détendu !

Etude et infographie en ligne sur [www.recherches-solidarites.org](http://www.recherches-solidarites.org)



**Recherches & Solidarités** est un réseau d'experts et d'universitaires au service de toutes les formes de solidarités. Association sans but lucratif, R&S s'est donné pour objectif d'apporter aux acteurs et aux décideurs les informations les plus récentes, avec une préoccupation constante de complémentarité, par rapport aux travaux menés et publiés par ailleurs.

Elle s'appuie sur des données provenant d'organismes officiels et sur ses enquêtes annuelles pour produire des publications nationales, régionales et départementales qui sont en libre accès sur [www.recherches-solidarites.org](http://www.recherches-solidarites.org).